

L'avenir de l'emploi: le rôle des PME:

La décennie 1990 a vu la Suisse rejoindre ses voisins européens et faire du chômage, et donc de l'emploi, son problème macroéconomique majeur. Alors que la reprise pointe à l'horizon, elle a l'occasion de se distancier du groupe des "mauvais élèves" pour qui chaque récession signifie un nouveau palier, quasiment incompressible vers le bas, dans les chiffres du chômage. S'assurer que la reprise économique entraîne bien une décreue significative dans le nombre des sans-emplois est le défi majeur auquel notre pays est confronté à court terme.

A plus long terme, le défi pour la Suisse est le même que pour les pays voisins: créer de nouveaux emplois, encore et toujours, et si possible des emplois à haute valeur ajoutée. Cette nécessité résulte de la certitude qu'une partie des emplois d'aujourd'hui seront inévitablement détruits dans les prochaines années par le double jeu du progrès technique et de la concurrence des pays qui aspirent, légitimement, à rejoindre le club des producteurs internationaux.

Il faut donc, au minimum, créer les emplois qui remplaceront ceux qui seront ainsi perdus, et sur ce plan le rôle des PME est de première importance. Il est en effet vraisemblable que les grandes entreprises d'aujourd'hui ne seront pas les créatrices des emplois du futur, pas plus qu'elles n'ont créé ceux du passé récent. Confrontées plus que jamais aux exigences de la concurrence internationale et à la nécessité de réagir rapidement aux changements dans les conditions de marché, les grandes se rassemblent autour de leur métier de base et se séparent de tout ce qui n'y ressemble pas.

Par ailleurs, les emplois de demain se trouveront sans doute, en grande partie, dans des secteurs nouveaux pour lesquels les acteurs principaux, dans la population des entreprises, ne sont pas encore nés ou connus du public. Il est en effet plus facile pour une entreprise nouvelle ou en voie de création de tout parier sur un avenir incertain; ce l'est beaucoup moins pour une entreprise établie qui a, elle, tout un acquis à perdre si l'aventure tourne mal. Les emplois classés aujourd'hui sous la catégorie "informatique" n'étaient pas définis, voire concevables, dans les années soixante ou septante. Et, quel expert aurait cité Microsoft, ou Netscape (ou Logitech, Micronas, etc..), il y a quelques années seulement, en réponse à la question "qui seront les créateurs des emplois de demain?"

Comme, presque par définition, les secteurs nouveaux ou embryonnaires sont d'abord exploités par de petites sociétés souvent créées pour cela, il y a quelque chose de tautologique dans l'affirmation du rôle des petites et nouvelles entreprises dans la question des emplois de l'avenir! Mais gardons-nous de tomber sous le charme exclusif du High Tech! Certes, il vaut mieux créer des emplois nombreux et à haute valeur ajoutée que des emplois à basse qualification en trop petite quantité! Mais les besoins humains ne se résument pas à du High Tech. En outre, tous les candidats à l'emploi, même dans une

économie aussi développée que la nôtre, n'ont pas les dispositions et capacités suffisantes pour être, par eux-mêmes ou en tant que membres d'une équipe, des créateurs de valeur élevée. Que l'on regarde du côté de la demande ou du côté de l'offre, il faut donc aussi organiser l'économie de manière telle que la production de biens et (surtout) de services de moindre valeur ajoutée et donc moins exigeants (ou différemment exigeants) sur le plan des capacités de production soit possible et rentable.

Il y a là un autre défi majeur à relever. Les services dits "de proximité" constituent sans aucun doute un réservoir d'emplois important. Il est paradoxal de constater une diminution constante dans la qualité et l'étendue des services offerts alors que le niveau de vie ne cesse d'augmenter. Pour enrayer ce développement et redonner une chance d'être productifs à ceux qui ne peuvent pas, ou ne veulent pas, s'engager dans les secteurs à haute productivité, il est impératif de faire en sorte que le prix pour l'acheteur d'un service à faible valeur de marché ne dépasse pas le coût de production de ce service pour celui qui le fournit. Ceci implique en particulier qu'aucune charge fiscale ou para-fiscale ne vienne alourdir le coût des services dont la valeur ajoutée est faible. Lorsque cette condition n'est pas satisfaite, ces services ne sont plus offerts, la valeur ajoutée correspondante n'est pas créée et des emplois sont perdus, potentiellement en grand nombre.

Cette problématique était de peu d'importance pour la Suisse tant qu'elle vivait en situation de pénurie de main d'oeuvre. Aujourd'hui ce n'est plus le cas et l'emploi est au coeur de toutes les préoccupations. On peut dichotomiser le problème de la manière suivante: si la création d'emplois à haute valeur ajoutée est primordiale pour la richesse future du pays, la viabilisation d'emplois à valeur ajoutée plus faible est tout aussi cruciale pour son équilibre social.

Ces deux lignes de réflexion soulignent l'importance des petites et moyennes entreprises dans la question de l'emploi du futur et donc de la lutte contre le chômage. Il est fondamental, dans cette perspective, de rendre aussi favorable que possible l'environnement dans lequel se créent et fonctionnent les entreprises. C'est la responsabilité des financeurs et des politiques, mais aussi des consommateurs et de tout citoyen, d'encourager, de couvrir, de soigner ceux qui maintiennent et créent les emplois de demain.

Jean-Pierre Danthine
Professeur à l'Ecole des HEC
Directeur de l'Institut de Gestion Bancaire et Financière (IGBF)
Directeur scientifique de FAME